



**Mémoire prébudgétaire**  
**Consultations prébudgétaires en vue du budget de**  
**2022**

**Soumissions de la**  
**Coalition pour un saine alimentation scolaire**

**La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande au gouvernement du Canada de :**

- 1) **Allouer 1 milliard de dollars sur cinq ans dans le budget 2022 et collaborer avec les provinces et les territoires** pour leur fournir dès que possible un montant initial de 200 millions de dollars afin de financer leurs programmes d'alimentation scolaire existants.
- 2) **Investir 200 millions de dollars supplémentaires**, provenant de fonds d'infrastructure préalloué, dans un programme de subventions **distinct d'un Fonds pour l'alimentation scolaire** qui fournirait des fonds pour l'infrastructure et permettrait un renforcement des capacités.
- 3) **Amorcer des discussions avec les nations et les dirigeants autochtones** afin de négocier des accords de financement distincts pour les programmes d'alimentation scolaire autochtones.

***Re : Investir dans la santé de nos enfants, soutenir les familles en situation d'insécurité alimentaire et favoriser la relance économique à l'aide d'un Programme de saine alimentation scolaire pour le Canada, conformément aux engagements pris dans les lettres de mandats***

Monsieur Easter, mesdames et messieurs les membres du Comité,

La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social du Canada ont reçu le mandat d'élaborer un programme national de repas nutritifs dans les écoles et une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles, en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités, les partenaires autochtones et les intervenants. Avec plus de [180 organisations membres](#) et plus de [70 sympathisants](#), la Coalition pour une saine alimentation scolaire est le plus grand réseau d'alimentation scolaire au Canada. Alors que le Canada planifie son rétablissement suite à la pandémie, la Coalition pour une saine alimentation scolaire soumet les recommandations suivantes :

- 1) Allouer 1 milliard de dollars sur cinq ans dans le budget 2022 et collaborer avec les provinces et les territoires** pour leur fournir dès que possible un montant initial de 200 millions de dollars afin de financer leurs programmes d'alimentation scolaire existants. Ce financement serait accordé directement aux provinces et aux territoires pour qu'ils continuent à offrir des programmes qui servent des aliments basés sur le Guide alimentaire canadien de 2019, assurent un accès universel aux élèves, ne font pas de marketing auprès des enfants et recueillent de l'information pour la collecte de données normalisées liées aux programmes.
- 2) Investir 200 millions de dollars supplémentaires**, provenant des fonds d'infrastructure préalloués, **dans un programme distinct de subventions d'un Fonds pour l'alimentation scolaire** qui fournirait des fonds aux écoles, ou aux organismes communautaires qui offrent des programmes scolaires, pour l'infrastructure et le renforcement de leurs capacités. Ce financement serait fourni soit directement aux écoles et organisations, soit aux provinces et territoires, pour financer des projets de démonstration ainsi que l'amélioration de l'infrastructure des cuisines, des services alimentaires, des jardins et d'autres installations afin d'accroître la capacité des programmes à offrir des aliments sains.<sup>1</sup>
- 3) Amorcer des discussions avec les nations et les dirigeants autochtones** afin de négocier des accords de financement distincts pour les programmes d'alimentation scolaire autochtones.

Ces mesures du Budget 2022 constitueraient les étapes initiales vers des mesures à moyen terme plus complètes, dont notamment l'établissement d'une politique nationale en matière

---

<sup>1</sup> Ce fonds pourrait être alimenté par AAC ou un autre fonds d'infrastructure confirmé précédemment. Voir notre [Soumission pour les Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2021](#) pour plus d'informations sur ce à quoi il pourrait ressembler.

d'alimentation dans les écoles, des accords de financement négociés avec les provinces et les territoires et des accords de financement négociés avec les nations et les dirigeants autochtones.<sup>2</sup>

**À plus long terme (2 ans et +), nous recommandons que votre gouvernement poursuive et élargisse le financement des provinces et des territoires** pour un programme d'alimentation scolaire véritablement national et universel pour le Canada, en tant que nouvelle et importante composante du filet de sécurité sociale canadien.

Seul un tiers des enfants âgés de 4 à 13 ans consomment cinq portions ou plus de fruits et légumes, et un quart de l'apport calorique des enfants provient d'aliments non recommandés par le *Guide alimentaire canadien*. Un sondage canadien a révélé que seulement 10 % des jeunes de la 6e à la 12e année atteignent les recommandations sur la consommation des fruits et légumes. Les [médias](#) rapportent qu'en raison de la Covid-19, les enfants et leurs familles consomment plus d'aliments préemballés et transformés, exacerbant ainsi les mauvaises habitudes alimentaires. *Nos enfants ne vont pas bien*. Il existe une crainte réelle et fondée que nos enfants vivront moins longtemps et tomberont malades plus souvent que leurs parents en raison de l'augmentation du taux de maladies comme le diabète de type 2, les maladies cardiaques, le cancer et d'autres maladies faciles à prévenir, la plupart desquelles sont étroitement liées à l'alimentation et à l'accès insuffisant à de la nourriture saine.

La crise de la Covid-19 a démontré que les écoles jouent un rôle essentiel dans l'alimentation des enfants. Lorsque les écoles ont dû fermer, les gouvernements, la santé publique, les organisations et de nombreux autres partenaires communautaires ont pris des mesures pour s'assurer que les enfants et les jeunes aient accès à des aliments sains, notamment en distribuant des repas, des cartes-cadeaux et des boîtes alimentaires.

La Covid-19 a provoqué une augmentation importante du chômage et de l'insécurité alimentaire, et un nombre croissant de familles ont dû se tourner vers l'aide alimentaire d'urgence. Au début de la pandémie, Statistique Canada a indiqué que 19,2 % des Canadiens vivant dans un ménage comptant des enfants ont déclaré souffrir d'une insécurité alimentaire. Il a également été constaté que les ménages noirs vivent une [insécurité alimentaire beaucoup plus importante](#) que les ménages blancs, une réalité qui a très certainement été exacerbée par la Covid-19. Il est maintenant temps de promouvoir un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada capable d'alléger la charge qui pèse sur le budget familial et d'apporter un soutien aux millions d'enfants et de jeunes qui n'ont pas accès à une alimentation saine. L'investissement dans un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada universel sans critères de revenus contribuerait à l'aplanissement des disparités et ferait en sorte que tous les élèves aient accès à un repas ou à une collation saine quotidiennement. Toutefois, un tel programme ne remplacerait pas les soutiens aux revenus nécessaires pour le nombre inacceptable de Canadiens qui vivent dans la pauvreté.

Investir dans un programme d'alimentation scolaire qui s'approvisionne en produits locaux et développe des infrastructures et des communautés appuierait la croissance de l'emploi tout en renforçant la santé et le bien-être des élèves, leurs familles et les communautés qui les entourent. Un tel investissement

---

<sup>2</sup> Voir la section 3 de notre document d'orientation politique complet pour le libellé de la vision et des objectifs du programme (inspiré du libellé des accords sur les garderies). Les objectifs comprendraient des engagements ambitieux en matière de littératie alimentaire, d'approvisionnement alimentaire local, ainsi que d'impact environnemental et climatique.

**porterait ses fruits dans toutes les régions du pays et contribuerait à la création d'emplois dans divers secteurs, tels que l'agriculture, les services alimentaires, la fabrication et la distribution de produits alimentaires, la construction, les industries sur le plan de l'environnement, et la santé** (voir les renseignements supplémentaires ci-dessous). Cet investissement permettrait également de faire progresser directement les engagements du Canada à l'égard des Objectifs de développement durable.<sup>3</sup>

Nous avons tellement à gagner en mettant en place les fondations pour qu'un Programme d'alimentation scolaire universel à frais partagé pour le Canada soit un service essentiel pour tous les enfants et tous les jeunes au Canada. Nous vous demandons d'agir maintenant.

Cordialement,



Melana Roberts, Présidente,  
Conseil d'administration  
Réseau pour alimentation durable



Debbie Field, coordonnatrice  
Coalition pour une saine alimentation scolaire

---

<sup>3</sup> Consultez notre [article sur les programmes d'alimentation scolaire au Canada et les objectifs de développement durable](#) pour voir comment l'avancement d'un programme d'alimentation scolaire peut faire progresser les engagements du Canada liés aux ODD.

## Informations supplémentaires :

- 1 Pour une évaluation précise des coûts d'un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada, le gouvernement du Canada devra entreprendre une analyse complète des coûts en partenariat avec les provinces et les territoires. La Coalition a calculé l'investissement de 2,7 milliards de dollars proposé pour la première année en se basant sur les éléments suivants : 5 575 691 élèves ([Statistique Canada](#)) x 190 jours d'école à une moyenne de 5 \$ par repas scolaire (incluant le coût des aliments, de la main-d'œuvre, de l'allocation pour l'achat d'équipement et d'alimentation dans le Nord = 5,4 milliards de dollars de coût annuel. Ce chiffre est similaire au coût du programme d'alimentation scolaire finlandais calculé par Ruetz et McKenna, 2021<sup>4</sup>).
- 2 En investissant dans la nourriture scolaire, le gouvernement canadien pourrait donner suite à l'engagement pris dans le [budget 2019](#), ou celui d'élaborer un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada, de mettre en œuvre et de faire progresser la [Politique alimentaire pour le Canada](#), de promouvoir la [Stratégie en matière de saine alimentation](#) qui comprend le [Guide alimentaire canadien de 2019](#), et de faire avancer les engagements du Canada envers les [Objectifs de développement durable](#). Un tel investissement appuierait les priorités politiques suivantes :
  - **Santé et bien-être** : Les familles ont des difficultés à nourrir leurs enfants avec des aliments sains et complets pour diverses raisons, dont notamment un budget limité et de longues heures de travail. Lorsque les enfants vont à l'école en ayant faim ou en étant insuffisamment nourris, leur niveau d'énergie, leur mémoire, leur capacité à résoudre des problèmes, leur créativité, leur concentration et d'autres fonctions cognitives en subissent les contrecoups. De plus, ces enfants sont plus susceptibles de redoubler. Les programmes d'alimentation scolaire augmentent la consommation d'aliments sains, réduisent le risque de maladies chroniques et favorisent la santé mentale. Une évaluation d'un programme de déjeuner dans le Conseil scolaire du district de Toronto a révélé que, chez les élèves qui consomment un repas le matin presque tous les jours, on perçoit une augmentation de certaines capacités - telles que le travail autonome, la prise d'initiative, la résolution des conflits et de problèmes, et la participation en classe - d'au moins 10 %. Un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada serait l'occasion parfaite pour que les écoles mettent en pratique le [Guide alimentaire canadien](#) et aident les enfants à apprécier des aliments nutritifs et à acquérir les compétences et les habitudes nécessaires pour une alimentation saine la vie durant.
  - **Soutenir les familles vulnérables à l'insécurité alimentaire** : Tout comme les transferts de revenus telle que l'Allocation canadienne pour enfants, les programmes d'alimentation scolaire font partie de notre filet de sécurité sociale. Les programmes d'alimentation scolaire sains et universels permettent aux enfants et aux jeunes d'avoir accès à des aliments nutritifs et salubres de manière non stigmatisante et leur donnent l'occasion de profiter de la compagnie de leurs amis et camarades tout en mangeant. Cette priorité est particulièrement importante étant donné le nombre de familles qui ont souffert des impacts de la Covid-19 et n'ont pas pu avoir accès à des aliments sains.
  - **Création d'emplois** : [Des recherches préliminaires](#) montrent qu'un Programme d'alimentation

---

<sup>4</sup> Amberley T. Ruetz & Mary L. McKenna. 2021. Characteristics of Canadian School Food Programs Funded by Province and Territories. Canadian Food Studies. Volume 8. Issue 3.

scolaire pour le Canada peut créer des emplois pour les travailleurs des services alimentaires, les agriculteurs canadiens et les producteurs d'aliments locaux. Cela créerait des effets multiplicateurs sur l'économie et favoriserait le développement de systèmes alimentaires régionaux plus rigoureux ([Ruetz et Fraser, 2019](#)). Un investissement dans l'alimentation scolaire stimulerait les économies locales car il permettrait d'employer des milliers de professionnels de la restauration et de la nutrition et faire revivre ce secteur particulièrement touché par la Covid-19 ([Ruetz, Fraser, Smithers, Haines, 2020](#)).

- **L'agriculture nationale** : Lorsque des objectifs d'approvisionnement de nourriture locale sont fixés et que des produits locaux sont servis par les programmes d'alimentation scolaire, l'achat local augmente. Cela crée des effets multiplicateurs sur l'économie qui auraient un impact sur la production alimentaire régionale, les revenus des ménages et des entreprises, le produit intérieur brut sur le long terme, et les emplois. La stratégie « Achetez canadien », telle qu'elle est nommée dans la Politique alimentaire pour le Canada, permettrait d'atteindre l'objectif du Canada de [30 milliards de dollars supplémentaires](#) en ventes agroalimentaires nationales d'ici 2025 ([Ruetz & Fraser, 2019](#)) tel que fixé par la [Table économique agroalimentaire de Canada](#), et soutiendrait l'objectif de gagner la confiance de la population canadienne envers les aliments cultivés et produits dans le pays.
- **Familles et égalité des sexes** : Un Programme d'alimentation scolaire pour le Canada aurait un impact positif sur les familles, en particulier sur les femmes qui consacrent beaucoup de temps à la préparation des repas pour l'école. Tout comme les services de garde d'enfants, ces programmes représentent un élément clé d'une approche d'Analyse comparative entre les sexes plus ([ACS+](#)) qui pourrait soutenir, lors de leur retour au travail, les femmes particulièrement touchées par la crise.
- **Environnement** : Un programme qui suit et promeut le Guide alimentaire canadien de 2019 aiderait les élèves à apprécier les légumes frais, les fruits, et les protéines végétales - autrement dit, des aliments qui émettent de faibles quantités de gaz à effet de serre. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent réduire les effets défavorables sur l'environnement en facilitant la réduction et la gestion des déchets alimentaires, une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. S'ils sont conçus en tenant compte des Objectifs de développement durable, les programmes d'alimentation scolaire constituent une occasion unique d'enseigner aux élèves la littératie alimentaire et leur apprendre, notamment, comment choisir de la nourriture locale et durable, comment diminuer le gaspillage et comment composter ([Powell & Wittman, 2018](#)).